



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Direction de
L'ingénierie publique***

Bureau des constructions publiques

RESIDENCE DU HAUT-COMMISSAIRE PAPEETE

RENOVATION DES COUVERTURES DES LOCAUX ANNEXES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**régi par le Code de la Commande Publique
applicable aux marchés publics de l'Etat
Procédure adaptée (MAPA)**

ACTE D'ENGAGEMENT (A.E.)

DECEMBRE 2025

Article 1 : Contractant(s)

1^{er} cocontractant (1) : Mandataire solidaire du groupement conjoint ou candidat individuel

Je soussigné,

.....
.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

.....
.....

nature juridique de la société :

.....
.....

ayant son siège à :

.....
.....

BP : Tél. : Fax :

Objet de l'entreprise :

.....
.....

Immatriculée à l'Institut de la Statistique de Polynésie française (ISPF) sous le n° TAHITI
..... et au Registre du Commerce (RC) sous le n°

2ème cocontractant (1) :

Je soussigné,

.....
.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

.....
.....

nature juridique de la société :

.....
.....

ayant son siège à :

.....
.....

BP : Tél. : Fax :

Objet de l'entreprise :

.....
.....

Immatriculée à l'Institut de la Statistique de Polynésie française (ISPF) sous le n° TAHITI
..... et au Registre du Commerce (RC) sous le n°

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), des documents qui y sont mentionnés, et conformément à leurs clauses et stipulations,

Après avoir pris connaissance et produit toutes les attestations prévues au **Code de la Commande Publique** :

Partie législative : ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018

Partie réglementaire : décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018

applicable, (articles L1461-1, L3361-1 et L3361-2 du Code de la Commande Publique applicable aux marchés passés au nom de l'Etat en Polynésie française, ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018),

M'engage, nous engageons conjointement (2) à exécuter les prestations demandées relatives aux :

Travaux de rénovation des couvertures des locaux annexes de la résidence

du Haut-Commissaire de Papeete.

.....
Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres de **cent vingt (120) jours** indiqué dans le règlement particulier d'appel d'offres.

Article 2 : Prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base du mois d'établissement des offres, correspondant au mois de , appelé mois « zéro ».

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est arrêtée aux prix indiqués ci-après :

Phase 01 / Tranche ferme

- **montant HT :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à :
..... F CP
- **taux de la TVA :**
- **montant TTC :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à :
..... F CP

Phase 02 / Tranche optionnelle

- **montant HT :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à :
..... F CP
- **taux de la TVA :**
- **montant TTC :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à :
..... F CP

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte de la somme du montant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est arrêtée aux prix indiqués ci-après :

- **montant HT :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à : F CP
- **taux de la TVA :**
- **montant TTC :**
 - . arrêté en chiffres à : F CP
 - . arrêté en lettres à : F CP

Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint) :

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

(1) toutes les indications de chaque cocontractant doivent ETRE STRICTEMENT IDENTIQUES à celles figurant sur l'extrait K-bis et sur la déclaration du candidat.

Article 3 : Sous-traitance

- ☐ (3) J'envisage de faire appel à des sous-traitants pour l'exécution du marché
- ☐ (3) Je n'envisage pas de faire appel à des sous-traitants pour l'exécution du marché.

Le cas échéant, le titulaire transmet un formulaire DC4 qui précise la nature et le montant des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants.

Article 4 : Délais

A) DELAI :

Le délai particulier d'exécution est laissé à l'initiative des candidats, mais ne pourra excéder les délais particuliers maximums de :

- ♦ 18 semaines dont 6 semaines de préparation et 12 semaines de travaux (Tranche ferme)
- ♦ 6 semaines. (Tranche optionnelle à compter de la notification de l'affermissement de la Tranche optionnelle)

Le délai particulier d'exécution du présent marché est de :

- ♦ Semaines (Tranche ferme)
- ♦ Semaines (Tranche optionnelle)

Compris congé payés, et hors intempéries.

Article 5 : Paiement

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après (**joindre un relevé d'identité bancaire**) :

Nom :
Domiciliation :
Agence :

code établissement
code guichet
n° de compte
clé RIB

J'affirme, nous affirmons (2), sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à :

- *mes, nos (2) torts exclusifs, ne pas tomber (2)*
- *ses torts exclusifs, que la société pour laquelle j'interviens, ne tombe pas (2)*
- *leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons, ne tombent pas (2)*

Sous le coup de l'interdiction découlant des articles du **Code de la Commande Publique** (série d'articles L.2141)

Je renonce au bénéfice de l'avance :
Oui

☐

Non

☐

(Cocher la case correspondante.)

(2) rayer la mention inutile.

(3) cocher la case correspondante.

Signature de l'offre par le(s) candidat(s)

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature et Cachet

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes **(3)** :

- ☐ Annexe n°1 Déclaration sur l'honneur;
- ☐ Annexe n°2 La déclaration de sous traitance ;
- ☐ Annexe n°3 Charte environnementale,

Fait à, le

Le pouvoir adjudicateur

(3) cocher la case correspondante.

ANNEXE 1 :

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Objet de la consultation :

**Marché « Rénovation des couvertures des locaux annexes de la résidence
du Haut-Commissaire de Papeete »**

Je soussigné(e).....

Représentant(e) habilité(e) de la société

.....

dont le siège est situé

.....

déclare :

- au regard du code du travail de la Polynésie française, être en règle en matière d'emploi de salariés handicapés (article Lp.5312-4), en matière de lutte contre le travail illégal (article Lp. 5611-1 et suivants) et en matière d'emploi de salariés étrangers (article Lp. 5321-1) ;
- ne pas être dans un cas d'exclusions de plein droit prévus à l'article L.2141-1 et suivants.

Fait à....., le.....

Nom, prénom signature de la personne habilitée et cachet de l'entreprise,

ANNEXE 2 :

DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

- Désignation du pouvoir adjudicateur :

ETAT, Ministère de l'Intérieur représenté par Monsieur le Haut-commissaire de la République en Polynésie française

- Représentant du pouvoir adjudicateur :

Direction de l'Ingénierie Publique (D.I.P.)

- Personne habilitée à donner les renseignements: Bruno BIGORGNE du bureau des constructions publiques, joignable au 40 468 462 (bruno.bigorgne@polynesie-francaise.pref.gouv.fr)

Article 2 : Objet du marché

Travaux de rénovation des couvertures des locaux annexes de la résidence du Haut-Commissaire de Papeete

Article 3 : Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue ⁽¹⁾ :

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

Article 4 : Identification du titulaire du marché

Marché n° notifié le, passé avec :

Article 5 : Identification du sous-traitant

Je soussigné (joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant),

.....
.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

.....
.....

nature juridique de la société :

.....
.....

(1) cocher la case correspondante

ayant son siège à :

.....

BP : Tél. : Fax :

Immatriculée à l'Institut de la Statistique de Polynésie française (ISPF) sous le n° TAHITI
..... et au Registre du Commerce (RC) sous le n°
.....

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (*article L2193-10 du Code de la Commande Publique*) ⁽¹⁾ : ☐ NON ☐ OUI

Article 6 : Nature et prix des prestations sous-traitées

- Nature des prestations sous-traitées :

.....
.....

- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- montant HT :

. arrêté en chiffres à :
. arrêté en lettres à :
.....

- taux de la TVA :

.....

- montant TTC :

. arrêté en chiffres à :
. arrêté en lettres à :
.....

- Modalités de variation des prix :

.....
.....

Article 7 : Conditions de paiement

- Compte à créditer (*joindre un relevé d'identité bancaire*) :

Nom :

Domiciliation :

Agence :

code établissement
code guichet
n° de compte
clé RIB

- Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance ⁽¹⁾ :

(1) cocher la case correspondante

☐ NON

☐ OUI

Article 8 : Capacités du sous-traitant

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

Article 9 : Attestations sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- b) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ou d'un état étranger ;
- d) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- e) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- f) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard du code du travail ;
- g) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

(1) cocher la case correspondante

Article 10 : Cession ou nantissement des créances résultant du marché ⁽¹⁾

- La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles 2193-11 à 2193-15 du **Code de la Commande Publique**, en produisant en annexe du présent document :

OU

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

- La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

- le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R 2191-45 du **Code de la Commande Publique** qui est joint au présent document ;

OU

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Article 11 : Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

A, le
Le sous-traitant

A, le
Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A, le
Le représentant du pouvoir adjudicateur

(1) cocher la case correspondante

ANNEXE 3 :

CHARTRE DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

MOYENS MATERIELS

- Limiter la fréquence des allées et venues des camions et engins de chantier,
- Contrôle anti-pollution des engins de chantier.
- Tous les engins devront subir un contrôle technique pour s'assurer de leur fiabilité. Le niveau sonore sera contrôlé et être conforme à la réglementation en vigueur. Aucun véhicule présentant un état d'usure avancé ne sera accepté sur le site du chantier,
- Un entretien régulier sera réalisé pendant toute la durée du chantier,
- Les dispersions de poussières seront évitées par des arrosages fréquents des terres non recouvertes,
- Interdiction de jets de matériel, de fourniture et autres

MOYENS HUMAINS

- Les ouvriers devront utiliser uniquement les lieux de vie et les installations sanitaires,
- Pas d'animaux domestiques autorisés sur le chantier,
- Tous les repas devront être pris dans les zones autorisées,
- Signaler les gênes possibles sur l'occupant, a minima un jour avant (visuel, sonores...)
- Respecter un environnement sonore correct, l'utilisation d'appareils sonores est proscrite,
- Une tenue correcte est exigée sur le chantier. Il est interdit notamment l'introduction, la fabrication et la consommation d'alcool ou de drogue,
- Le port de vêtement permettant la reconnaissance de l'entreprise est exigé,
- Pas de stationnement de véhicules particulier à l'intérieur du chantier sauf si autorisation de l'intendant. (Responsable du chantier)

GESTION DES DECHETS ET EAUX USEES

- Tous les déchets dangereux doivent être stockés à l'abri de la pluie, du soleil (risques de montée en température, d'inflammation et d'évaporation), conteneurisé, sur un sol étanche avec rétention,
- Un tri des déchets de chantier doit être prévu,
- Tous les déchets légers doivent être protégés du vent (risque d'envol des cartons, des plastiques, des polystyrènes,...) par des zones grillagées, et/ou des contenants fermés et/ou des abris de benne, etc....
- Tous les déchets recyclables facilement attaqués par les intempéries doivent également être protégés de la pluie (typiquement, le carton)
- L'entretien des véhicules de chantier (plein de carburant, vidange ...) sera interdit,
- Interdiction de déverser des eaux usées hors du système de collecte aménagé à cet effet.
- Interdiction de rejeter dans le réseau d'eaux usées tous les produits liquides (hydrocarbures, résidus de peinture, de colle, de vernis, acides, etc...) hors alimentaires et eaux vannes.

PRODUITS DE CONSTRUCTION

- Tous les produits employés à l'intérieur du bâtiment feront l'objet de fiches (COV, formaldéhydes, ...).

***Lu et approuvé par l'Entrepreneur.
A Papeete, le :***

Tout manquement à ces règles sera sanctionné par une pénalité appliquée sur les sommes dues à l'entreprise responsable, conformément aux dispositions prévues à l'article 6.11 du CCAP.

(1) cocher la case correspondante
